l'Humanité

LES FRANÇAIS ET LA RÉFORME TERRITORIALE

26 Juin 2014



FICHE TECHNIQUE



Interrogation

Echantillon national représentatif de 1019 personnes âgées de 18 ans et plus et duquel ont été extraits 974 personnes inscrites sur les listes électorales.



Constitution de l'échantillon

Méthode des quotas basée sur sexe, âge, profession de la personne de référence, stratification par région et catégorie d'agglomération



Mode de recueil

Internet



Dates terrains

Du mardi 24 au mercredi 25 juin 2014



LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

Présentée au début du mois de juin, la réforme territoriale de François Hollande prévoit d'abaisser le nombre de régions de 22 à 14 et de supprimer d'ici à 2021 les conseils généraux. Dans ce contexte, le sondage réalisé par l'Institut CSA pour l'Humanité révèle que les Français souhaitent être consultés par référendum sur cette question.

Plus de deux Français sur trois souhaiteraient être consultés par referendum pour pouvoir se prononcer sur la réforme territoriale proposée par François Hollande (69%). Ce sentiment est par ailleurs relativement intense dans la mesure où une majorité relative (42%) déclarent qu'elle aimerait « tout à fait » être consultée. Cette opinion est par ailleurs partagée par l'ensemble des catégories sociales, seuls les cadres et professions libérales se distinguent légèrement et sont un peu moins nombreux à souhaiter l'organisation d'un referendum (61%). Les clivages sont en revanche plus marqués au regard de la proximité partisane: les sympathisants de droite (78%) et d'extrêmedroite (76%) sont très majoritairement favorables à l'idée de pouvoir se prononcer directement sur cette réforme tandis que les sympathisants de gauche sont plus partagés: seuls 57% des sympathisants PS souhaitent la tenue d'un referendum.

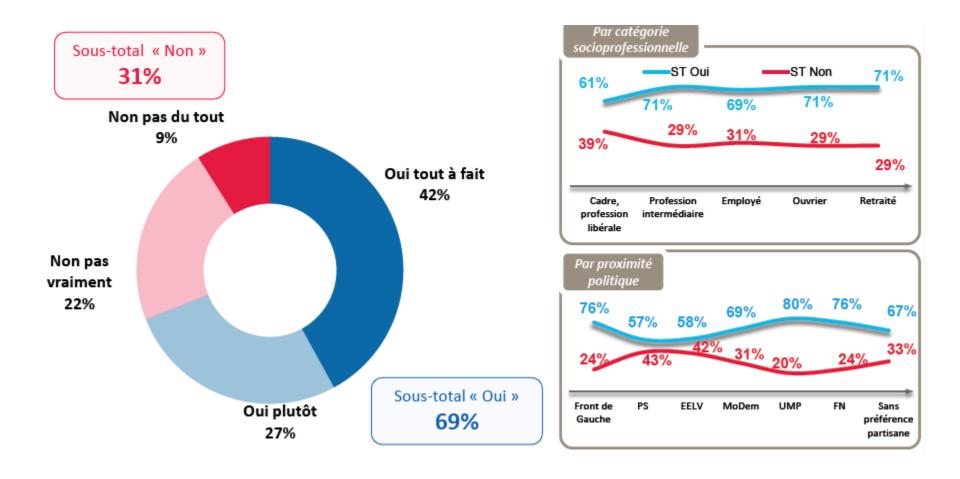
Ce souhait d'être consulté ne signifie pas pour autant un rejet de la réforme proposée. Dans l'hypothèse d'un referendum, une majorité relative de Français déclarent qu'ils voteraient en faveur de la réforme (45%) tandis que 32% s'y opposeraient. Notons toutefois qu'une part importante des personnes inscrites sur les listes électorales ne sait pas encore quel serait son choix (23%).

Si la tenue d'un referendum fait consensus, le soutien à la réforme suscite en revanche de forts clivages. Tandis que les cadres et les retraités voteraient en faveur du projet (respectivement 62% et 56%), les professions intermédiaires, les employés et les ouvriers sont plus partagés (respectivement 38%, 34% et 39% voteraient pour). Ce soutien à la réforme est par ailleurs surtout le fait des sympathisants socialistes (68%) et du centre (57%). Les sympathisants UMP apparaissent quant à eux probablement tiraillés entre le souhait de sanctionner l'exécutif et la volonté de manifester leur soutien à la réforme similaire proposée il y a quelques années dans les rangs de l'UMP (44% voteraient en faveur du projet contre 38% qui s'y opposeraient). Enfin, aux deux extrémités du spectre politique, les sympathisants du Front de Gauche et du Front National voteraient majoritairement contre (à 47% et 53%).

Marek KUBISTA – Chargé d'études senior au Pôle Opinion Corporate



PLUS DE DEUX FRANÇAIS SUR TROIS SOUHAITENT ÊTRE CONSULTÉS PAR REFERENDUM SUR LA RÉFORME TERRITORIALE





DANS L'HYPOTHÈSE D'UN REFERENDUM, UNE MAJORITÉ RELATIVE DE FRANÇAIS FAVORABLES À LA RÉFORME TERRITORIALE

QUESTION – Si vous étiez consulté par référendum, voteriez-vous pour ou contre cette réforme ? *Aux personnes inscrites sur les listes électorales*

